

VENTE

SUR SAISIE-IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions
--

auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BEAUVAIS (Oise), au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :

COMMUNE DE BEAUVAIS (Oise) :

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier dénommé "RESIDENCE LES LOUVREMONT" sis ZUP de l'Argentine, 13 avenue de Champagne, cadastré section ZA N° 328 pour une contenance de 08 a 67 ca;

DESIGNATION :

- Lot N° 80 : Un appartement de type F4 au 9ème étage
avec les 142/10.000èmes des parties communes
générales

- Lot N° 39 : une cave portant le numéro 34
et les 2/10.000èmes des parties communes générales

La désignation générale, tant de l'ensemble immobilier que du bâtiment dont dépendent les biens vendus, figure dans un état descriptif de division et règlement de copropriété dressé par Maître Pierre FOUCAULT, Notaire à BEAUVAIS les 3 et 24 novembre 1973 dont une expédition a été publiée au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 19 décembre 1973 volume 7880 numéro 13.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre FOUCAULT le 28 septembre 1974, il a été établi le projet de règlement de copropriété de l'immeuble dont s'agit et l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 18 octobre 1974, à l'unanimité des suffrages exprimés, a approuvé le règlement de copropriété dont s'agit.

Une copie certifiée conforme au procès-verbal de cette délibération a été déposée au rang des minutes de Maître FOUCAULT le 22 novembre 1974.

Le règlement de copropriété sus-visé a été publié au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 27 novembre 1974 volume 8111 numéro 9 et le dépôt de la délibération l'approuvant a été publié au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 29 novembre 1974 volume 8111 numéro 14.

Cet état descriptif de division n'a subi depuis lors aucune modification.

Saisis à l'encontre de :

Monsieur Manuel LEYER, né le 12 mars 1968 à BREST (29200), de nationalité Française, époux de Madame Monica ZIMMERMAN Ingénieur, demeurant 327/284 MOO 9 SOI BONGKOCH, NONGPRUE BANGLAMUNG 20260 CHONBURI.10110 THAILANDE

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

Le CREDIT LOGEMENT, Société Anonyme au capital social de 1 259 850 270 Euros, dont le siège social est 50 Boulevard de Sébastopol 75155 PARIS CEDEX 0, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro B 302 493 275, agissant poursuites et diligences de ses Président et Administrateurs domicilié(s) en cette qualité audit siège.

Ayant pour Avocat, Maître Elodie DEVRAIGNE, membre de la SELARL MAESTRO AVOCATS, Avocat au Barreau de Beauvais, y demeurant 16 rue Denis Simon, 60000 BEAUVAIS laquelle se constitue sur la présente poursuite de vente.

Suivant commandement du Ministère de la SCP CASTANIE TALBOT CASTANIE HAMON, Huissier de Justice à BEAUVAIS CÉDEX 60006, en date du 21/08/2020.

En vertu et pour l'exécution de la copie exécutoire d'un jugement réputé contradictoire en premier ressort rendu le 18 octobre 2018 par le Tribunal de Grande Instance de PARIS, signifié le 13 novembre 2018 et devenu définitif par un certificat de non appel délivré le 1er mars 2019.

Pour avoir paiement de la somme de :

Prêt N° M08036066701

Décompte de créance au 10/10/2019

	Date valeur	Montant	Principal	Intérêts	Accessoires
Principal selon jugement	16/02/2017	69.202,01	69.202,01		
REPORT	16/02/2017	69.202,01	69.202,01		
Intérêt 0.9 % sur 69 202,01 du 16/02/17 au 23/02/17 soit 8 jours	23/02/2017			13,65	
REPORT	24/02/2017	69.215,66	69.202,01	13,65	
VIREMENT DE LEYER MANUEL 327/28EUR200000	24/02/2017	-140,00	-126,35	-13,65	
REPORT	24/02/2017	69.075,66	69.075,66		
VIREMENT DE EUR200000	24/02/2017	-860,00	-860,00		
REPORT	24/02/2017	68.215,66	68.215,66		
Intérêt 0.9 % sur 68 215,66 du 24/02/17 au 23/03/17 soit 28 jours	23/03/2017			47,10	
REPORT	24/03/2017	68.262,76	68.215,66	47,10	
VIREMENT DE LEYER MANUEL 327/28EUR200000	24/03/2017	-500,00	-452,90	-47,10	
REPORT	24/03/2017	67.762,76	67.762,76		
VIREMENT DE LEYER MANUEL 327/28EUR200000	24/03/2017	-860,00	-860,00		
REPORT	24/03/2017	66.902,76	66.902,76		
Intérêt 0.9 % sur 66 902,76 du 24/03/17 au 12/04/17 soit 20 jours	12/04/2017			32,99	
Frais de procédure	13/04/2017	91,52			91,52
Frais de procédure	13/04/2017	128,39			128,39
REPORT	13/04/2017	67.155,66	66.902,76	32,99	219,91
Intérêt 0.9 % sur 66 902,76 du 13/04/17 au 02/07/17 soit 81 jours	02/07/2017			133,62	
REPORT	03/07/2017	67.289,28	66.902,76	166,61	219,91
VIREMENT SCT CABINET D	03/07/2017	-341,74	-175,13	-166,61	
REPORT	03/07/2017	66.947,54	66.727,63		219,91
Intérêt 0.9 % sur 66 727,63 du 03/07/17 au 01/10/17 soit 91 jours	01/10/2017			149,73	
REPORT	02/10/2017	67.097,27	66.727,63	149,73	219,91
VIREMENT SCT CABINET D	02/10/2017	-595,95	-446,22	-149,73	
REPORT	02/10/2017	66.501,32	66.281,41		219,91
Intérêt 0.9 % sur 66 281,41 du 02/10/17 au 28/11/17 soit 58 jours	28/11/2017			94,79	
Frais de procédure	29/11/2017	797,40			797,40
Frais de procédure	29/11/2017	594,00			594,00

REPORT	29/11/2017	67.987,51	66.281,41	94,79	1.611,31	
Intérêt 0.9 % sur 66 281,41 du 29/11/17 au 31/12/17 soit 33 jours	31/12/2017			53,93		
REPORT	01/01/2018	68.041,44	66.281,41	148,72	1.611,31	
Intérêt 0.89 % sur 66 281,41 du 01/01/18 au 30/06/18 soit 181 jours	30/06/2018			292,53		
REPORT	01/07/2018	68.333,97	66.281,41	441,25	1.611,31	
Intérêt 0.88 % sur 66 281,41 du 01/07/18 au 17/10/18 soit 109 jours	17/10/2018			174,18		
ARTICLE 700 CPC	18/10/2018	800,00			800,00	
REPORT	18/10/2018	69.308,15	66.281,41	615,43	2.411,31	
Intérêt 0.88 % sur 66 281,41 du 18/10/18 au 20/11/18 soit 34 jours	20/11/2018			54,33		
Frais de procédure	21/11/2018	94,14			94,14	
Frais de procédure	21/11/2018	22,94			22,94	
REPORT	21/11/2018	69.479,56	66.281,41	669,76	2.528,39	
Intérêt 0.88 % sur 66 281,41 du 21/11/18 au 27/12/18 soit 37 jours	27/12/2018			59,13		
REPORT	28/12/2018	69.538,69	66.281,41	728,89	2.528,39	
VIRTRECU SCT CABINET D	28/12/2018	-54,91		-54,91		
REPORT	28/12/2018	69.483,78	66.281,41	673,98	2.528,39	
Intérêt 0.88 % sur 66 281,41 du 28/12/18 au 31/12/18 soit 4 jours	31/12/2018			6,39		
REPORT	01/01/2019	69.490,17	66.281,41	680,37	2.528,39	
Intérêt 0.86 % sur 66 281,41 du 01/01/19 au 13/01/19 soit 13 jours	13/01/2019			20,30		
-	REPORT	14/01/2019	69.510,47	66.281,41	700,67	2.528,39
Intérêt 5.86 % sur 66 281,41 du 14/01/19 au 30/06/19 soit 168 jours	30/06/2019			1.787,75		
REPORT	01/07/2019	71.298,22	66.281,41	2.488,42	2.528,39	
Intérêt 5.87 % sur 66 281,41 du 01/07/19 au 08/09/19 soit 70 jours	08/09/2019			746,17		
Frais de procédure	09/09/2019	787,25			787,25	
Frais de procédure	09/09/2019	55,00			55,00	
REPORT	09/09/2019	72.886,64	66.281,41	3.234,59	3.370,64	
Intérêt 5.87 % sur 66 281,41 du 09/09/19 au 09/10/19 soit 31 jours	09/10/2019			330,44		
REPORT	TOTAL	73.217,08	66.281,41	3.565,03	3.370,64	

Total au 10/10/2019 sauf mémoire :

73.217,08 €

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au service de la publicité foncière de BEAUVAIS, le 19/10/2020, volume 2020 S N° 37.

Le service de la publicité foncière de BEAUVAIS a délivré les 12 novembre 2019 et 20 octobre 2020 les états hypothécaires ci-annexés certifiés à la date de publication du commandement de payer valant saisie.

(Cf Etats hypothécaires ci-annexés)

L'assignation à comparaître a été délivrée aux débiteurs et créanciers inscrits pour l'audience d'orientation du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de Beauvais pour le 10 février 2021 à 15 heures.

(Cf : assignation aux débiteurs)

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BEAUVAIS, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit :

COMMUNE DE BEAUVAIS (60000) :

Un appartement de type F4 sis 13 Avenue de Champagne, 9ème étage, d'une superficie de 71,69 m², comprenant :

- * un couloir distributif
- * un salon / salle à manger avec baie vitrée et placard de rangement
- * une cuisine équipée et aménagée
- * une salle de bains avec baignoire
- * des toilettes
- * une chambre N° 1
- * une chambre N° 2
- * une pièce à usage de placard de rangement

Eau, électricité, chauffage collectif.

Les ouvertures extérieures sont en châssis bois simple vitrage.

L'accès au logement s'effectue par la place située à l'arrière de l'immeuble.

Le logement se situe en sortant de l'ascenseur, en montant, à droite porte de gauche.

L'appartement dépend d'un ensemble immobilier dénommé "RESIDENCE LES LOUVREMONTS" sis ZUP de l'Argentine cadastré section ZA N° 328 pour une contenance de 08 a 67 ca;

DESIGNATION :

- Lot N° 80 : Un appartement de type F4 au 9ème étage
avec les 142/10.000èmes des parties communes
générales
- Lot N° 39 : une cave portant le numéro 34
et les 2/10.000èmes des parties communes générales

La désignation générale, tant de l'ensemble immobilier que du bâtiment dont dépendent les biens vendus, figure dans un état descriptif de division et règlement de copropriété dressé par Maître Pierre FOUCAULT, Notaire à BEAUVAIS les 3 et 24 novembre 1973 dont une expédition a été publiée au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 19 décembre 1973 volume 7880 numéro 13.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre FOUCAULT le 28 septembre 1974, il a été établi le projet de règlement de copropriété de l'immeuble dont s'agit et l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 18 octobre 1974, à l'unanimité des suffrages exprimés, a approuvé le règlement de copropriété dont s'agit.

Une copie certifiée conforme au procès-verbal de cette délibération a été déposée au rang des minutes de Maître FOUCAULT le 22 novembre 1974.

Le règlement de copropriété susvisé a été publié au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 27 novembre 1974 volume 8111 numéro 9 et le dépôt de la délibération l'approuvant a été publié au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 29 novembre 1974 volume 8111 numéro 14.

Cet état descriptif de division n'a subi depuis lors aucune modification.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 18 septembre 2020, la SCP CASTANIE TALBOT CASTANIE HAMON a procédé à un procès verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente dont photocopie demeurera ci-après annexée.

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

La copie de la matrice cadastrale a été délivrée par le bureau du cadastre de BEAUVAIS dont photocopie demeurera ci-après annexée.

(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)

RENSEIGNEMENTS D'URBANISME ET D'ALIGNEMENT

Les renseignements d'urbanisme et le certificat d'alignement sont annexés au présent cahier des conditions de la vente ou feront l'objet d'un dire ultérieur.

(Cf. note de renseignements d'urbanisme avec plan cadastral ci-annexés)

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers appartiennent à Monsieur LEYER pour les avoir acquis des époux VERMEERSCH/REUET, suivant acte reçu par Maître Marie-Claire TRUBERT-MARTIN, Notaire associé à BEAUVAIS (Oise), en date du 24 mai 2008 dont une expédition a été publiée au Service de la Publicité Foncière de BEAUVAIS le 18 juin 2008 volume 2008 P N° 3287.

CONDITIONS D'OCCUPATION ACTUELLE

Les biens mis en vente sont inoccupés

L'adjudicataire fera son affaire personnelle de cette occupation, sans recours contre le vendeur poursuivant la vente.

MISE A PRIX

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix ci-après indiquée :

15 000,00 euros (QUINZE MILLE EUROS)

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de vente.

Chapitre 1er : Dispositions générales

Article 1er – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L311-1 et suivants et R311-1 et suivants du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

Article 2 – Modalités de la vente

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption, substitution et droits assimilés

Les droits de prémption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de prémption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L331-1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques (PT1).

Servitudes relatives à la protection de la circulation aérienne, dégagement des aérodromes civils et militaires (T5).

Servitudes relatives à la protection des installations radioélectriques de navigation et d'atterrissage (T8).

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci de sa capacité juridique, de sa situation juridique et s'il agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

S'il y a surenchère, la consignation ou la caution bancaire est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Article 9 – Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L322-12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente forcée seront consignés entre les mains de la CARPA du Barreau de Beauvais, désigné en qualité de séquestre, pour être distribué entre les créanciers visés à l'article L331-1 du Code de Procédures Civiles d'Exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable fixée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

L'acte notarié de vente n'est établi que sur consignation du prix et des frais de la vente auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et justification des frais taxés.

Les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon les dispositions de l'article 37 du décret du 2 avril 1960, sont versés directement par l'acquéreur, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant qui les déposera sur son compte CARPA, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Versement du prix de la vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication.

La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de l'encaissement du prix, jusqu'au paiement des sommes distribuées.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1289 et suivants du Code civil.

Article 16 – Paiement des frais de poursuites

L'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

Article 19 – Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 – Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 – Purge des inscriptions

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de 1er rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1^{er} rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 – Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R331-1 et R334-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La rétribution de la personne chargée de la distribution sera prélevée sur les fonds à répartir.

Article 26 – Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

Article 27 – Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par Maître Elodie DEVRAIGNE

Avocat du créancier poursuivant

A Beauvais
Le 21 décembre 2020